



PRÉFECTURE DE LA RÉGION PICARDIE
PRÉFECTURE DE LA SOMME

Direction des Actions
Interministérielles

Urbanisme et Environnement
3^{ème} Bureau

Commune de **VILLERS-BRETONNEUX**
S.A. « VIDAM »

ARRÊTE du 11 mars 2002

**Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1 et suivants relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 18 ;

Vu le décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977 modifié ;

Vu le décret n° 82.389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;

Vu le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu le décret n° 87.279 du 16 avril 1987 ;

Vu la circulaire ministérielle en date du 3 décembre 1993 relative à la politique de réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués ;

Vu la circulaire ministérielle en date du 3 avril 1996 relative à la réalisation de diagnostics initiaux et de l'évaluation simplifiée des risques sur les sites industriels en activité ;

Vu la circulaire ministérielle en date du 18 avril 1996 relative aux modalités d'élaboration et de validation des listes d'entreprises ;

Vu la circulaire ministérielle en date du 12 février 1997 relative aux sites et sols pollués ;

Vu la nomenclature des installations classées modifiée ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 14 septembre 1990 modifié et 29 janvier 1999 autorisant la S.A. « VIDAM », siège social : 128 rue Sully à AMIENS (80000), à exploiter un centre de transit et de prétraitement de déchets industriels pour une capacité annuelle de 11 000 tonnes/an, sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX, au lieu-dit « Le Cheminet de Laleu », parcelles cadastrées section S n^{os} 165 et 230 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 novembre 2001 et les propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie en date du 30 novembre 2001 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène de la Somme du 21 janvier 2002 ;

L'exploitant entendu ;

Considérant que la S.A. « VIDAM » exploite un centre de prétraitement et de traitement de déchets sur le territoire de la commune de VILLERS-BRETONNEUX ;

Considérant que les activités de prétraitement et de traitement de déchets sont exercées sur ce site depuis plusieurs décennies ;

Considérant les conditions de stockage et des produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des sols et des eaux ;

Considérant que le rejet des eaux pluviales qui ont lessivé ces déchets s'effectue par l'intermédiaire d'un fossé où une infiltration en nappe est susceptible de se produire ;

Considérant que, compte tenu de ces éléments d'appréciation, le site de VILLERS-BRETONNEUX situé 38 rue du 8 mai 1945, est susceptible d'avoir été pollué ;

Considérant que l'analyse du prélèvement effectué lors de la visite d'inspection du 10 juillet 2001 a révélé une teneur en nickel de 3 mg/l ;

Considérant qu'un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques sont nécessaires en vue de déterminer la nécessité ou l'urgence de poursuivre les investigations ;

Considérant qu'il convient dans ces conditions de prendre les mesures propres à assurer la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et notamment la ressource en eau ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

- ARRÊTE -

Article 1^{er} : La S.A. « VIDAM », siège social : 128 rue Sully à AMIENS (80000), est tenue, pour son centre TRD situé 38 rue du 8 mai 1945 à VILLERS-BRETONNEUX, parcelles cadastrées section S n^{os} 165 et 230, de réaliser un diagnostic initial et une évaluation simplifiée des risques en vue de déterminer la nécessité ou l'urgence de poursuivre les investigations.

Cette étude sera réalisée sur les zones potentiellement contaminées par les activités exercées sur le site, à savoir les voies de circulation et les fossés jouxtant celles-ci.

Elle sera réalisée conformément à la méthodologie présentée par la version 2 du guide de gestion des sites (potentiellement) pollués publié par le ministère de l'Environnement disponible auprès des éditions du bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.).

Article 2 : Délai de réalisation de l'étude

Cette étude devra être remise au préfet en triple exemplaire dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté.

Article 3 : Notification et publicité

Un extrait du présent arrêté sera affiché pendant une durée minimum d'un mois à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX, par les soins du maire, ainsi qu'en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une copie du même arrêté sera par ailleurs déposée à la mairie de VILLERS-BRETONNEUX pour être tenue à la disposition du public.

Procès verbal de l'accomplissement des mesures de publicité lui incombant sera dressé par les soins du maire précité.

Un avis rappelant la délivrance du présent arrêté et indiquant où les prescriptions imposées à l'installation peuvent être consultées sera, par ailleurs, inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans « Le Courrier Picard » et « Picardie La Gazette ».

Article 4 : Délai et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif d'AMIENS dans le délai de deux mois à compter de sa notification conformément aux conditions prévues à l'article L 514.6 du code de l'environnement.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de VILLERS-BRETONNEUX, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Picardie et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A. « VIDAM » et dont une ampliation sera adressée aux :

- Directeur départemental de l'équipement de la Somme ;
- Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de la Somme ;
- Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la Somme ;
- Directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Somme ;
- Directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Somme ;
- Chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine de la Somme ;
- Directeur régional de l'environnement de Picardie.

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES POUR AMPLIATION

Pour le préfet et par délégation :
L'attaché, chef de bureau,

Marc COTTEAUX



Amiens, le 11 mars 2002

Pour le préfet et par délégation :
Le secrétaire général,

Claude SERRA